

INAUGURATION DE L'ACADEMIEAFRICAINNE DES FEMMES DANS LE LEADERSHIP POLITIQUE A KIGALI

« L'avenir de l'Afrique ne s'écrit pas sans
les femmes » **Victoire TOMEGA DOGBE**



TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille

TR 674 du 17 Aout 2026

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



Mémoire, Réconciliation et Unité

HOMMAGE NATIONAL AU COLONEL **KLEBER DADJO**

P.2



**Forte de son expérience bancaire
STEPHANIE AVOCEVOU OUVRE
UNE NOUVELLE VOIE POUR
LES FEMMES RURALES**



Éducation

P.8

**L'ÉCOLE SUPÉRIEURE LE MIEL DE KPOVE
ZION DISTINGUE SES ÉTUDIANTS EN
PROGRAMMATION INFORMATIQUE**

**43 OSC demandent l'isolement diplomatique du Togo :
UN APPEL MALENCONTREUX FACE A L'IRREVERSIBILITE
DE LA REFORME CONSTITUTIONNELLE**

P.5

**LE TOGO ETEND SON RESEAU DE COLLEGES SCIENTIFIQUES
AVEC 16 NOUVEAUX ETABLISSEMENTS**

P.6

**ALERTE SUR LES DANGERS DES BOISSONS ENERGISANTES,
DES DROGUES ET DES MEDICAMENTS DETOURNES**

P.9

Marchés publics au Togo :

P.5

**L'ARCOP PRÔNE L'ÉTHIQUE
ET CLARIFIE LE RÉGIME DES
SANCTIONS**



HOMMAGE NATIONAL AU COLONEL KLÉBER DADJO



La République Togolaise a rendu un hommage solennel, ce mercredi 12 Août 2026 à Siou dans la Préfecture de Doufelgou, au Colonel Kléber Bawaina DADJO, Président de la République du 13 janvier au 13 avril 1967, à travers une cérémonie empreinte de dignité et de reconnaissance. Organisée par le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN), cette commémoration s'inscrit dans la dynamique imprimée par le Président Faure Essozimna GNASSINGBE sur le chantier de la réconciliation et de l'unité nationales. Présidée par Barry Moussa BARQUE, Président du Sénat et Représentant le Président du Conseil, cette cérémonie a réuni dans une grande liesse populaire et le recueillement, les forces vives de Doufelgou, les cadres de la localité et plusieurs invités issus des milieux diplomatique, administratif, coutumier et religieux. Elle a été marquée par la présentation du Colonel Kléber Bawaina DADJO, troisième Président de la République du Togo, par des remerciements et témoignages et surtout l'inauguration du Mausolée Kléber DADJO.

Un hommage inscrit dans la justice transitionnelle

La cérémonie de Siou trouve son fondement dans les recommandations de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR), notamment la Recommandation n°46, qui préconise de rendre hommage aux personnalités disparues ayant marqué l'histoire nationale. Ces réparations mémorielles – réhabilitation, commémoration et célébration – visent à apaiser les blessures du passé et à renforcer la cohésion nationale. Madame Awa Nana DABOYA, Présidente du HCRRUN, a rappelé que « l'oubli constitue un frein au raffermissement de l'unité dans les jeunes nations en construction », soulignant ainsi l'importance de replacer Kléber Dadjo dans la mémoire collective.

Le Mausolée Kléber DADJO : un symbole de mémoire et d'unité

Au cœur de cette cérémonie, l'inauguration du Mausolée Kléber DADJO constitue un acte fort. Érigé à Siou, il abrite désormais les restes du Colonel et devient un repère majeur de la mémoire nationale. Plus qu'un monument mortuaire, il est un carrefour de ralliement et un symbole de l'identité togolaise, exhortant les générations présentes et futures à se souvenir des bâtisseurs de la nation et à s'inspirer de leurs œuvres pour consolider le vivre-ensemble.

Concertations et adhésion de la famille

La réussite de ce processus repose sur une concertation étroite avec la famille du Colonel DADJO. Le HCRRUN, en lien avec les autorités locales et les forces vives de Doufelgou, a recueilli les attentes des ayants droit. Deux épouses survivantes, Maman Afiwa DADJO et Maman Akossiwa DADJO, ont exprimé leur profonde satisfaction : « La décision du Président Faure GNASSINGBE de sortir mon mari de l'obscurité et de faire connaître ce qu'il a été pour notre pays en organisant pour lui un hommage national est un acte de justice qui nous soulage », a déclaré l'une d'elles. Ces propos traduisent l'adhésion unanime de la famille et renforcent la légitimité de cette démarche mémorielle.

Une cérémonie rendue possible par volonté politique et engagement collectif

L'organisation de cet hommage a nécessité plusieurs années de préparation, marquées par des obstacles liés à l'accès aux archives militaires et à l'acquisition du domaine foncier. Grâce à la volonté politique du Président Faure GNASSINGBE et au soutien constant du gouvernement, ces défis ont été surmontés. L'ouverture des archives des Forces Armées

Togolaises a permis la rédaction d'un ouvrage de référence sur le parcours du Colonel DADJO, consolidant ainsi la mémoire nationale.

Mémoire vivante et héritage durable

Cet hommage s'inscrit dans une démarche globale de réconciliation et de justice transitionnelle. Quelques jours avant la cérémonie, le Dr Wiyao EVALO a dédié un livre au Colonel Kléber DADJO son livre intitulé : « Le Soldat Kléber Dadjo, premier officier de l'armée et président de la République (1933 1967) ». Cet ouvrage de 156 pages dédié le 6 août 2026 à l'Université de Lomé offre aux Togolais un outil précieux pour comprendre son rôle dans l'histoire nationale. En inaugurant le Mausolée et en inscrivant son nom dans la mémoire collective, le Togo réaffirme sa détermination à honorer ses bâtisseurs et à renforcer l'unité nationale. Le Colonel Kléber DADJO, soldat et homme d'État, retrouve ainsi la place qui lui revient dans l'histoire du pays : celle d'un repère de dignité, de courage et de réconciliation.

Germain POULI

Gouvernance financière :**LE TOGO, UN MODELE DE CREDIBILITE BUDGETAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST**

Dans un contexte international marqué par la recherche de transparence et de soutenabilité budgétaire, le Togo s'impose progressivement comme une référence régionale. La réforme de ses finances publiques, amorcée depuis plusieurs années, s'est consolidée avec le projet Bonne gouvernance financière (GFG), conduit par la coopération allemande (GIZ) entre juillet 2022 et juin 2026, doté de plus de 6 milliards de francs CFA.

Des résultats chiffrés remarquables

Les recettes fiscales sont passées de 678 milliards de francs CFA en 2020 à 1 098 milliards en 2024, soit une progression de plus de 60 % en quatre ans.

Le budget national a évolué de 1 466 milliards en 2020 à 2 179 milliards en 2024, permettant de financer des projets structurants dans les infrastructures, l'électrification, la santé et l'agriculture.

L'évaluation finale du projet GFG, réalisée selon les standards de l'OCDE, a attribué une note de 81/100, saluant la qualité de l'exécution et les innovations introduites, notamment dans la passation des marchés publics.

Assemblée nationale**Modernisation et digitalisation**

La digitalisation fiscale et l'introduction des téléprocédures ont transformé la collecte des recettes. Déclarations en ligne, paiements numériques et simplification des démarches administratives ont permis de réduire les lourdeurs et d'accroître la performance de l'Office togolais des recettes (OTR). Parallèlement, le contrôle des finances publiques s'est renforcé : la Cour des comptes a réalisé sa première analyse d'efficience économique, les organes de contrôle

utilisent désormais un référentiel national de contrôle financier et des formations et équipements numériques ont été déployés pour accroître la capacité de surveillance.

Comparaisons régionales

Alors que plusieurs pays de la CEDEAO peinent à franchir le seuil de 15 % de pression fiscale recommandé par l'Union africaine, le Togo se rapproche de ce standard grâce à l'élargissement de son assiette fiscale. Cette performance le place parmi les États les plus

dynamiques de la sous-région en matière de mobilisation des ressources internes.

Crédibilité internationale et confiance des bailleurs

Dans un environnement où les partenaires financiers accordent une attention croissante à la transparence, les résultats du Togo renforcent sa crédibilité macroéconomique. Le pays demeure attractif pour les bailleurs, qui voient dans ses réformes un gage de stabilité et de bonne gouvernance.

Le représentant de la GIZ a salué « un modèle de coopération réussie, où les innovations introduites par le projet GFG contribuent directement à la confiance institutionnelle et à la soutenabilité budgétaire ».

Une gouvernance tournée vers le développement durable

L'amélioration de la gouvernance financière ne se limite pas aux chiffres. Elle touche directement à la capacité de l'État à financer ses priorités sociales et économiques. Le basculement vers le budget-programme instaure une culture des résultats, liant les dépenses publiques à des objectifs de performance.

Le lancement annoncé d'un nouveau programme consacré au développement territorial intégré et à la bonne gouvernance, avec un accent particulier sur les régions des Savanes et de la Kara, illustre la continuité des réformes. À l'approche de la feuille de route 2026-2031, le Togo entend transformer ses acquis financiers en un véritable levier de développement durable, de stabilité économique et de confiance institutionnelle.

Togoreveil

L'ORDRE DES ARCHITECTES EXPOSE SES PRIORITES POUR LE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

Le Président de l'Assemblée nationale, le Professeur Komi Selom Klassou s'est entretenu en fin de semaine dernière avec la délégation du Conseil supérieur de l'Ordre national des architectes du Togo (CSO-ONAT), conduite par son président, Limazié Pékébinisso. Cette rencontre s'inscrit dans une démarche de concertation entre la Représentation nationale et les organisations professionnelles.

Au cours des échanges, les responsables de l'Ordre des architectes ont présenté un état des lieux de la profession au Togo. Ils ont notamment évoqué l'évolution des effectifs, les actions menées par les architectes dans l'accompagnement des projets de développement ainsi que les principales préoccupations de la corporation.

Les discussions ont également porté sur les procédures de passation des marchés publics, un sujet que le CSO-ONAT juge important pour garantir une meilleure prise en compte des compétences nationales dans les projets de construction et d'aménagement.

La délégation est par ailleurs revenue sur les initiatives engagées dans le cadre de la décentralisation. Selon ses responsables, des architectes ont été mis à la disposition des 117 communes du pays afin d'accompagner les collectivités territoriales dans la planification urbaine, la conception des infrastructures et le suivi des projets locaux.

Dans la perspective de renforcer sa proximité avec les citoyens, le Conseil supérieur de l'Ordre national des architectes a également annoncé la tenue, en janvier 2027, de la

sixième édition de son événement annuel. Cette rencontre sera l'occasion pour les professionnels du secteur de valoriser leur expertise et de démontrer la contribution de l'architecture au développement durable, à l'amélioration du cadre de vie et à l'aménagement harmonieux du territoire.

Cette audience traduit la volonté commune de l'Assemblée nationale et du CSO-ONAT de consolider le dialogue entre les institutions publiques et les corps professionnels. Les deux parties entendent poursuivre leurs échanges afin de promouvoir un environnement réglementaire favorable à l'exercice de la profession et à une meilleure qualité des constructions au Togo.

Créé pour encadrer l'exercice de l'architecture, le Conseil supérieur

de l'Ordre national des architectes du Togo est l'organe dirigeant de l'institution qui rassemble les architectes habilités à exercer sur le territoire national. Il veille au respect des normes professionnelles et du code de déontologie, tout en représentant la profession auprès des pouvoirs publics et en orientant les maîtres d'ouvrage vers des architectes agréés.

Patrick NIMA

INAUGURATION DE L'ACADEMIE AFRICAINE DES FEMMES DANS LE LEADERSHIP POLITIQUE A KIGALI

« L'avenir de l'Afrique ne s'écrit pas sans les femmes »

Victoire TOMEGA DOGBE



L'Afrique a franchi une étape décisive dans la promotion du leadership féminin avec le lancement, en début du mois d'Aout 2026 à Kigali, de l'Académie africaine des femmes dans le leadership politique. Portée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en partenariat avec la Commission de l'Union africaine (AUC),

le Réseau des femmes leaders africaines (AWLN) et l'African School of Governance (ASG), cette initiative marque le passage du plaidoyer à l'action.

L'Académie a sélectionné quarante femmes leaders politiques parmi plus de mille trois cents candidatures issues de vingt-huit pays africains et des Caraïbes. Cette cohorte

rassemble ministres, parlementaires, maires, gouverneurs, sénateurs, dirigeantes de partis politiques et jeunes femmes prometteuses. Plus de soixante pour cent des participantes viennent de pays appelés à organiser des élections dans les deux prochaines années. Le programme de formation intègre des modules sur le financement des campagnes, la construction de coalitions, la communication politique, le leadership éthique et la résilience. L'Académie entend répondre aux obstacles majeurs qui freinent l'accès des femmes aux fonctions politiques. Les coûts financiers élevés, le manque de soutien institutionnel et de coalitions, ainsi que la visibilité et la narration politique insuffisantes constituent des défis à surmonter. En abordant ces enjeux, l'Académie veut créer un vivier de leaders féminines capables, éthiques et transformatrices, au service de l'Agenda 2063 et des Objectifs de développement durable.

Le lancement a réuni des personnalités de premier plan. Sahle-Work Zewde, ancienne présidente de l'Éthiopie, Catherine Samba-Panza, ancienne présidente de la République centrafricaine, Dr Nkosazana Dlamini Zuma, ancienne présidente de la Commission de l'Union africaine, Victoire Tomégah-Dogbé, ancienne Première ministre du Togo, et Bineta Diop, fondatrice du Réseau des femmes leaders

africaines, ont toutes insisté sur la nécessité de passer de la représentation symbolique à une participation effective des femmes dans la définition des politiques publiques.

Victoire Tomégah Dogbé a lancé un appel direct aux jeunes filles togolaises et africaines. « Oser. Oser s'engager, se former et saisir les occasions de prendre part à la décision publique. L'avenir de l'Afrique ne s'écrit pas sans les femmes », a-t-elle affirmé. Ce message traduit l'esprit de l'Académie : préparer une relève politique féminine capable de transformer durablement les sociétés africaines.

Le lancement de l'Académie africaine des femmes dans le leadership politique à Kigali n'est pas une simple inauguration. Il marque une transition historique, celle d'un continent qui choisit de placer les femmes au cœur des institutions, en leur donnant les moyens de surmonter les obstacles et d'exercer une influence réelle. En connectant leaders expérimentées et émergentes, en investissant dans la formation et en bâtissant des réseaux solides, l'Académie devient un instrument stratégique de gouvernance démocratique, de paix et de développement durable.

Germain POULI



**REPRESENTER
GRANDEUR NATURE
SUR UN PETIT FORMAT PLAT...
C'EST L'AFFAIRE D'UN**

**SPECIALISTE EN
CARTOGRAPHIE.**



AFRIMET.....UNE AFRIQUE DES METIERS

43 OSC demandent l'isolement diplomatique du Togo :

UN APPEL MALENCONTREUX FACE A L'IRREVERSIBILITE DE LA REFORME CONSTITUTIONNELLE



La lettre adressée à la Commission de la CEDEAO par 43 organisations de la société civile africaines, au lendemain de l'arrêt de la Cour de justice communautaire sur la réforme constitutionnelle togolaise de mars 2024, suscite de vives interrogations. Derrière l'apparente défense de la démocratie, plusieurs observateurs y voient une campagne visant à fragiliser la position du Togo sur la scène régionale.

des analystes, instrumentalise le droit à des fins politiques. Or, l'arrêt de la Cour n'a ni ordonné l'abrogation de la réforme constitutionnelle, ni affirmé une compétence pour contrôler la Constitution togolaise, ni constaté de violation du droit communautaire imputable à l'État. Les interprétations véhiculées outrepassent largement la portée réelle de la décision judiciaire.

l'Union africaine et des Nations Unies. Ses représentants participent normalement aux réunions internationales.

La lettre elle-même reconnaît que l'Union africaine a investi le Président Faure Gnassingbé comme médiateur dans la région des Grands Lacs, preuve que les institutions internationales continuent de reconnaître pleinement les autorités togolaises.

validation des organes compétents de la CEDEAO ou de l'Union africaine. Et enfin la formulation de demandes de sanctions relevant de décisions discrétionnaires et non d'un effet automatique. Ces fragilités affaiblissent la rigueur juridique de la démarche et renforcent l'idée d'une instrumentalisation politique.

Une polarisation dans un contexte régional tendu

La campagne contre le Togo s'inscrit dans un paysage ouest-africain marqué par les tensions de souveraineté et la recomposition des alliances. Alors que Lomé privilégie le dialogue avec les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), cette autonomie diplomatique dérange et expose le pays à un traitement critique plus virulent que celui réservé à d'autres

États confrontés à des enjeux institutionnels similaires.

Préserver la cohésion et la souveraineté

L'appel à l'isolement diplomatique du Togo apparaît comme une démarche malencontreuse, éloignée des dynamiques africaines de médiation et de souveraineté. La réforme constitutionnelle de 2024 demeure irréversible et reconnue par les instances internationales. En fragilisant un État membre, les OSC signataires nourrissent une logique de blocage plutôt que de contribuer à la consolidation démocratique et à la cohésion régionale.

Togoreveil

Un appel qui dépasse le cadre juridique

Les OSC signataires réclament des sanctions financières, la suspension du Togo des instances de la CEDEAO et le retrait de certaines responsabilités internationales confiées à ses dirigeants. Une posture de confrontation qui, selon

Une réforme irréversible et reconnue

Face à ces pressions, les autorités togolaises maintiennent une position ferme : la révision constitutionnelle de 2024, fondatrice de la Ve République, reste pleinement effective et irréversible. Depuis cette réforme, le Togo demeure membre actif de la CEDEAO, de

Les fragilités d'une démarche contestée

Plusieurs failles apparaissent dans l'argumentaire des OSC. D'abord l'attribution à l'arrêt d'une portée supérieure à son dispositif, la confusion entre constat juridictionnel et sanction politique. Ensuite cette démarche assimile la réforme à un « coup d'État constitutionnel » sans

Marchés publics au Togo :

L'ARCOP PRÔNE L'ÉTHIQUE ET CLARIFIE LE RÉGIME DES SANCTIONS



L'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP) intensifie ses actions de prévention et d'assainissement du secteur. Elle a réuni ce jeudi à Lomé près de 200 acteurs Sclés de la commande publique autour d'un atelier d'échange et d'information consacré à l'éthique, l'intégrité et au régime des sanctions.

« Éclairer la règle plutôt que punir » Réunissant représentants des administrations publiques, autorités contractantes, acteurs du secteur privé, membres de la société civile et

professionnels des médias, cette rencontre traduit l'ambition de l'ARCOP : adopter une démarche résolument pédagogique. L'objectif s'inscrit dans la stratégie globale de l'institution visant à instaurer un cadre de commande publique plus transparent, équitable et performant au Togo.

« L'objectif de cet atelier n'est pas d'agiter le spectre de la sanction, mais bien d'éclairer la règle. Nous souhaitons éviter que des opérateurs économiques ou des agents publics ne commettent des manquements

par simple méconnaissance des textes», a souligné Aftar Touré Morou, Directeur Général de l'ARCOP, rappelant au passage que la probité du système constitue un levier essentiel à l'efficacité des investissements publics.

De la sensibilisation au respect de la réglementation

Les travaux ont permis d'aborder en profondeur les dispositions du Code d'éthique et de

déontologie, de passer en revue les pratiques prohibées (corruption, fraude, collusion) et de rappeler les mécanismes officiels de dénonciation. Les participants ont également été sensibilisés au rôle régulateur du Comité de Règlement des Différends (CRD), instance compétente pour traiter les recours et prononcer les sanctions disciplinaires. Face aux dérives constatées, la régulation réaffirme sa fermeté. Hillah Messan Louis, Directeur des investigations et des enquêtes à l'ARCOP, a rappelé la rigueur du cadre normatif :

« Plusieurs infractions ont été relevées au niveau des opérateurs économiques. En ce qui concerne les pratiques frauduleuses, les sanctions prévues vont d'une suspension temporaire de trois mois à une exclusion définitive de cinq ans de toute commande publique. »

En privilégiant la concertation et la sensibilisation, l'ARCOP entend consolider une culture de responsabilité partagée entre acteurs publics et privés, gage d'une gestion saine et rigoureuse des deniers publics.

Emyl KANFITINE

Université de Datcha

APPEL A LA VIGILANCE FACE AUX FAUSSES INFORMATIONS

Le gouvernement appelle la population à la vigilance face à la circulation de fausses informations relatives à l'Université de Datcha (UD). Dans un communiqué publié par le ministère délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, les autorités mettent en garde contre des publications diffusées sur les réseaux sociaux et diverses plateformes numériques, portant notamment sur les formations, les inscriptions et le fonctionnement de cette future institution universitaire.

Selon le ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Professeur Gado Tchangbedji, ces contenus ne constituent en aucun cas des communications officielles de l'Université de Datcha. Selon le communiqué, toutes les informations relatives à l'organisation de l'université, à l'ouverture des formations, aux modalités d'inscription, au recrutement du personnel ainsi qu'aux autres activités de l'établissement seront communiquées en temps opportun par les canaux officiels de l'institution.

Le communiqué précise que ces communications seront facilement identifiables grâce au logo officiel de l'Université de Datcha et à la signature institutionnelle de l'établissement, permettant ainsi

au public de distinguer les informations authentiques des contenus non vérifiés.

Le gouvernement indique par ailleurs que les préparatifs se poursuivent activement en vue de l'ouverture de cette nouvelle université publique. « Le gouvernement, sous la très haute orientation de Son Excellence Monsieur le Président du Conseil, est en train de travailler activement pour cette ouverture », a souligné le ministère.

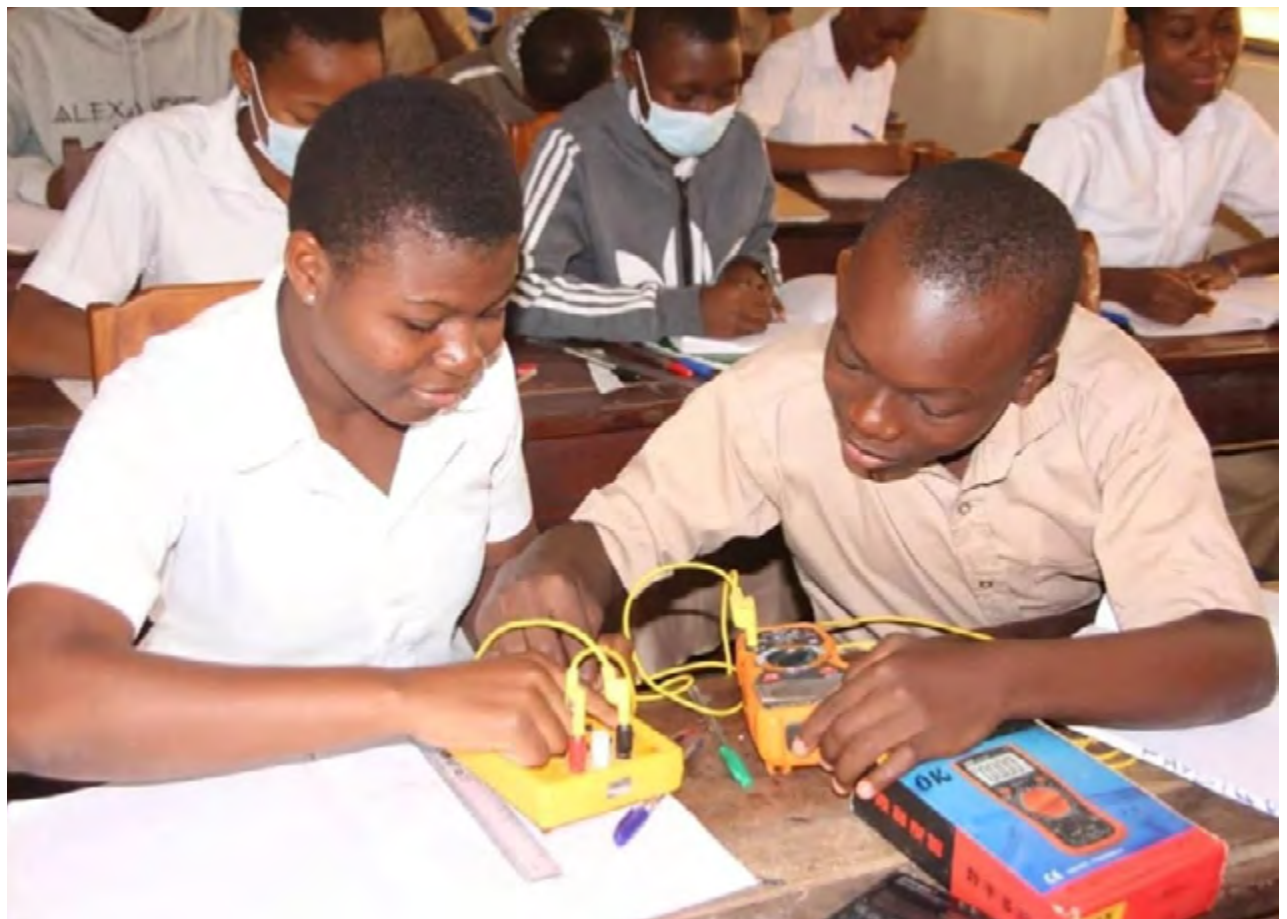
En attendant les annonces officielles, les futurs étudiants, les parents, les partenaires et l'ensemble de la population sont invités à ne se fier qu'aux informations diffusées par les canaux officiels de l'Université de Datcha et du ministère chargé de l'Enseignement supérieur. Le ministère appelle également les internautes à faire preuve de responsabilité en évitant de partager ou de relayer des contenus dont l'authenticité n'est pas établie.

Pour rappel, l'Université de Datcha est la troisième université publique du Togo. Elle a vocation à proposer des formations à dominante professionnelle, technologique et scientifique afin de répondre aux besoins de formation et de développement du pays.

Togoreveil



LE TOGO ETEND SON RESEAU DE COLLEGES SCIENTIFIQUES AVEC 16 NOUVEAUX ETABLISSEMENTS



A partir de la rentrée scolaire 2026-2027, seize nouveaux collèges scientifiques seront ouverts dans les sept Directions régionales de l'éducation (DRE) au Togo, afin d'élargir l'accès aux formations scientifiques sur l'ensemble du territoire. La création de ces établissements a été actée par un arrêté du ministre de l'Éducation nationale. Cette initiative s'inscrit dans la politique de développement de l'enseignement scientifique et vise à rapprocher les filières scientifiques des apprenants tout en renforçant l'offre éducative.

Les nouveaux collèges seront aménagés sur les sites de lycées et de collèges déjà en activité. Selon le ministère, ce choix permettra leur mise en service dès la prochaine rentrée scolaire, tout en optimisant les infrastructures existantes. Dans le détail, la

Direction régionale de l'éducation du Grand Lomé accueillera trois collèges scientifiques, implantés à Agoè-Nyivé Centre, Sanguéra et Tokoin Wuiti. La DRE Maritime en comptera deux, à Aného et Vogan. Deux établissements seront également créés dans la DRE Plateaux-Est, à Anié et Notsé, ainsi que dans la DRE Plateaux-Ouest, à Kpélé et Badou. La DRE Centrale bénéficiera de deux collèges scientifiques supplémentaires à Blitta Gare et Tchamba. Dans la région de la Kara, trois nouveaux établissements verront le jour à Kara II, Bassar et Niamtougou, tandis que la région des Savanes en accueillera deux, à Mango et Cinkassé.

Selon le ministère de l'Éducation nationale, cette répartition permettra de couvrir les sept régions éducatives du pays et

d'offrir aux élèves un meilleur accès à un enseignement à dominante scientifique, au plus près de leur lieu de résidence.

Cette mesure intervient quelques semaines après la création de cinq nouveaux lycées scientifiques à cycle complet. À travers ces différentes initiatives, le gouvernement entend densifier progressivement le réseau des établissements spécialisés dans les disciplines scientifiques et technologiques, afin de mieux répondre aux besoins de formation du pays et de préparer une nouvelle génération de compétences dans les domaines des sciences, de la technologie et de l'innovation.

YAWO Komla

TOGOREVEIL
Le pari d'une actualité qui réveille

Visitez notre page web

- Politique
- Education
- Culture
- Economie
- Société

www.togoreveil.com

Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !

www.perspectiveinfo.com/togoreveil

TOGOREVEIL

DIRECTEUR DE PUBLICATION Germain POUILLÉ	DISTRIBUTION ET ABONNEMENT Tél: 22 36 18 56
COMITÉ DE RÉDACTION Komla YAWO Marsel A. SOGLO Londou KAWANA Patrick Nima Peggy	02 BP-20081 LOMÉ Adresse 585, Avenue du Grand Séminaire Hedzranmawo face Ets VINS ITALIE Tél: 22 61 12 19 / 22 36 18 56 90 02 76 54 E-mail: gpouille@yahoo.fr
SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ Aissata TOURE	Tirage 4000 Exemplaires
SECRÉTARIAT Micheline MENSAH	IMPRIMERIE RAD GRAPHIC SARL U
INFOGRAPHIE Alex KRATIDE (91 77 28 84)	

Forte de son expérience bancaire

STEPHANIE AVOCEVOU OUVRE UNE NOUVELLE VOIE POUR LES FEMMES RURALES



A la tête de l'Association Amour, Foi, Succès, Liberté (AFSL), Madame Stéphanie AVOCEVOU, a lancé officiellement au Togo, le Programme KAFUI. Ce programme d'autonomisation de la femme rurale a été déployé pour la première fois au Togo à Kévé Edzi, dans la région maritime. Associée à la réhabilitation du Centre de Santé d'Edzi, cette initiative illustre comment une femme, forte de son parcours d'économiste et d'ancienne cadre bancaire, a su transformer son expertise en un instrument concret d'émancipation pour les femmes rurales.

Une carrière transformée en levier de développement

Économiste de formation et ancienne cadre de banque, Madame Stéphanie AVOCEVOU a fait de son expérience professionnelle un outil de transformation sociale. « Fort de mon expérience d'économiste et d'ancienne cadre bancaire, je sais que l'accès au crédit est particulièrement difficile pour les personnes ne disposant ni d'épargne ni d'un historique bancaire crédible », affirme-t-elle. C'est

cette conviction qui a inspiré la création du Programme KAFUI, destiné à donner aux femmes rurales une capacité financière progressive et crédible, leur ouvrant les portes des banques et des institutions de microfinance.

Un contexte de précarité qui appelle des solutions fortes

À Kévé Edzi, les femmes, malgré leur dynamisme, se heurtent à des obstacles majeurs : absence de capital de départ, difficultés de transport des marchandises, dépendance économique fragilisant les ménages, et un centre de santé délabré. Le Programme KAFUI est né pour répondre à ces défis, en apportant des solutions qui conjuguent financement solidaire, mobilité économique et protection sociale.

Les axes du Programme KAFUI

Le programme repose sur trois piliers complémentaires. Un fonds de démarrage rotatif attribue un capital initial à un premier groupe de dix femmes pour lancer ou relancer leurs activités dans le commerce, l'agriculture, le petit élevage ou la transformation alimentaire. Les bénéfices restent acquis aux bénéficiaires, tandis que le capital est réalloué successivement à d'autres groupes, garantissant un impact durable et solidaire. Deux tricycles ont été remis aux femmes de la localité afin de lever l'obstacle du transport des marchandises et des récoltes, facilitant ainsi la mobilité et l'essor économique. Enfin, les bénéficiaires sont accompagnées pour leur adhésion à l'Assurance Maladie Universelle des Travailleurs Non Salariés (AMU TNS) de la CNSS, leur assurant une couverture sanitaire durable et une meilleure protection sociale. En parallèle, la réhabilitation du Centre de Santé d'Edzi traduit la conviction que santé et autonomie économique sont indissociables.

Cinquante femmes, premières bénéficiaires

Lors de cette phase de lancement, une cinquantaine de femmes de Kévé Edzi

ont été les premières bénéficiaires du Programme KAFUI. Elles ont reçu un appui financier et matériel leur permettant de lancer ou relancer leurs activités économiques, tout en bénéficiant d'un accompagnement vers une meilleure protection sociale. Leur gratitude exprimée à travers des témoignages vibrants illustre la portée humaine et communautaire de cette initiative. Le programme, conçu comme un modèle reproductible, est appelé à s'étendre à d'autres localités du Togo, renforçant ainsi son impact national.

Des impacts multiples

Les retombées attendues du Programme KAFUI sont significatives. Sur le plan économique, il favorise l'autonomisation progressive des femmes identifiées, la création d'activités génératrices de revenus et le renforcement de la solidarité locale. Sur le plan social et sanitaire, il améliore l'accès aux soins grâce à un centre réhabilité, assure une meilleure protection des familles, facilite la mobilité grâce aux tricycles et garantit une couverture sanitaire par l'AMU TNS. L'ensemble de ces actions contribue à l'émergence d'une dynamique communautaire inclusive et durable.

Une cérémonie porteuse d'espérance

Le lundi 3 août 2026, la cérémonie de lancement du Programme KAFUI à Kévé Edzi a rassemblé femmes bénéficiaires, autorités locales et habitants dans une atmosphère empreinte de reconnaissance et d'espérance. Cet événement a confirmé le rôle de l'AFSL comme catalyseur de changement social et économique, tout en ouvrant une nouvelle perspective pour les familles de la région maritime. En inscrivant ce programme dans une dynamique d'expansion vers d'autres localités du Togo, Madame Stéphanie AVOCEVOU trace les contours d'un avenir où l'autonomie des femmes et la solidarité communautaire deviennent les véritables moteurs du développement inclusif.

Togoreveil



L'ÉCOLE SUPÉRIEURE LE MIEL DE KPOVE ZION DISTINGUE SES ÉTUDIANTS EN PROGRAMMATION INFORMATIQUE



L'École Supérieure Le Miel de Kpové-Zio (ESM-KZ) franchit un nouveau cap dans la professionnalisation de ses apprenants. En collaboration avec son partenaire stratégique, Michigan State University, l'établissement a remis, samedi dernier à Kpové-Zion (14 km à l'est de Notsè), des attestations de formation en programmation informatique à une dizaine d'étudiants de sa première promotion (2025-2026). Une initiative qui témoigne de la volonté de l'ESM-KZ d'allier formation universitaire et compétences pratiques afin de mieux préparer ses étudiants aux exigences du marché de l'emploi.

Organisée en partenariat avec Michigan State University, cette cérémonie marque l'aboutissement d'une formation complémentaire destinée à renforcer les compétences techniques des étudiants, encore engagés dans leur parcours de Licence. Elle traduit également l'ambition de l'ESM-KZ de proposer à ses apprenants une formation en phase avec les exigences du monde professionnel et les mutations liées à la transformation numérique.

Pour l'établissement, ces attestations constituent bien plus qu'une simple reconnaissance académique. Elles viennent compléter le parcours universitaire des bénéficiaires par une certification à dimension internationale, leur permettant de développer des compétences pratiques dans un domaine devenu incontournable pour l'économie et l'emploi.

Miser sur la formation et les compétences

La cérémonie a également été l'occasion pour les responsables de l'ESM-KZ de réaffirmer leur vision de l'enseignement supérieur. Président du Conseil d'administration, l'Évangéliste Noumonvi Dodji Paul a insisté sur la nécessité de placer la formation au cœur du développement du Togo.

Selon lui, les établissements d'enseignement supérieur ont un rôle majeur à jouer dans la préparation des jeunes aux responsabilités de demain. Il souhaite notamment voir émerger une nouvelle génération de cadres chrétiens et de leaders intègres, dynamiques et capables de contribuer au développement du pays et du continent africain. Dans cette perspective, l'ESM-KZ entend dépasser la seule transmission des connaissances théoriques pour favoriser l'acquisition de compétences directement utiles dans la vie professionnelle.

Une ouverture sur les standards internationaux

Le partenariat avec Michigan State University constitue l'un des points forts de cette initiative. Il offre aux étudiants l'opportunité de découvrir d'autres approches pédagogiques et d'élargir leurs compétences au-delà du cadre académique national.

Pour le Directeur général de l'ESM-KZ, Dr Dao Dao Manamèdènou, cette formation répond aux exigences d'un monde professionnel marqué par la maîtrise des technologies, la capacité d'adaptation et l'apprentissage continu.

« Notre responsabilité ne devrait pas consister uniquement à transmettre des connaissances,

mais nous oblige également à former des leaders responsables, des entrepreneurs innovants et des professionnels capables de servir leurs communautés avec compétence et intégrité », a-t-il souligné.

Le Directeur général a par ailleurs réaffirmé l'engagement de son établissement à œuvrer à la formation d'une « jeunesse responsable », estimant que « l'éducation est la clé la plus sûre du progrès ».

La professionnalisation au cœur de la stratégie

La dimension internationale de cette formation constitue également un atout pour les étudiants. Dans un contexte où les compétences numériques sont de plus en plus recherchées, la programmation informatique peut renforcer leur profil et améliorer leur capacité à intégrer le marché de l'emploi.

Directeur pédagogique de l'ESM-KZ, le Professeur Komla Avono s'est félicité de l'innovation apportée au cursus au cours de l'année académique 2025-2026. Il a notamment mis en avant la qualité des curricula et l'opportunité offerte aux étudiants de bénéficier de formations en programmation informatique grâce au partenariat international établi par l'école.

À travers cette politique, l'ESM-KZ veut permettre à ses étudiants de terminer leur parcours de Licence avec, en plus de leur diplôme universitaire, des compétences techniques et des certifications susceptibles d'accroître leur compétitivité sur le marché du travail.

Au nom des bénéficiaires, le porte-parole

des étudiants a exprimé sa reconnaissance à la direction de l'établissement et au corps enseignant pour cette opportunité. Les récipiendaires ont également pris l'engagement de mettre les compétences acquises au service du développement du Togo.

D'autres partenariats en perspective

Après seulement une année d'existence, l'École Supérieure Le Miel affiche ainsi ses ambitions. L'établissement entend poursuivre sa politique d'ouverture internationale en nouant de nouveaux partenariats avec des universités et institutions d'enseignement supérieur, notamment au Canada, en France et en Belgique.

L'ESM-KZ souhaite également élargir progressivement son offre de formation. L'établissement propose actuellement des filières telles que l'Administration générale et la gestion des entreprises ainsi que la gestion des projets. D'autres parcours, notamment en gestion des collectivités locales, organisation et gestion des ressources humaines, sciences et technologies et génie civil, devraient progressivement enrichir cette offre.

À travers la remise de ces attestations, l'École Supérieure Le Miel entend donc inscrire son développement dans une logique claire : former des jeunes dotés de compétences académiques, techniques et professionnelles capables de répondre aux défis d'un environnement économique de plus en plus tourné vers le numérique et l'innovation.

Joachim LOKO

MALIM
TCHOUKOUTOU ET AWOULA

Entre Tradition & Modernité

Célébration des 15 ans de la Maison TV5 MONDE

UN ANNIVERSAIRE MARQUANT LE PASSAGE
VERS UNE DIMENSION NATIONALE

Ce mercredi 12 août 2026 marque jour pour jour le 15^e anniversaire de la Maison TV5 MONDE au Togo. À travers un discours empreint d'émotion, d'hommage et d'ambition, la Directrice, Mme Essivi Mimi BOSSOU-SOEDJEDE, a officiellement ouvert quatre mois de festivités sous le signe de la gratitude et du déploiement national.

Il y a exactement quinze ans, le 12 août 2011, la Maison TV5MONDE de Lomé ouvrait ses portes. Quinze années plus tard, ce lieu d'apprentissage, de créativité et d'ouverture culturelle franchit un cap décisif dans son histoire. À l'occasion de ce jour anniversaire, la Directrice de la structure s'est adressée aux partenaires, bénéficiaires et médias pour rendre hommage au chemin parcouru et dévoiler les grandes orientations futures.

« Quinze ans, ce n'est pas seulement un anniversaire. C'est toute une histoire. Une histoire de portes ouvertes, de visages rencontrés, de mains tendues, de rêves accompagnés et de talents révélés », a souligné Mme Essivi Mimi BOSSOU-SOEDJEDE lors de son allocution.

Un hommage appuyé à la chaîne mondiale et aux partenaires institutionnels

Dans son discours officiel, la Directrice a tenu à rappeler que ce parcours de 15 ans est avant tout le fruit d'une confiance collective. Elle a exprimé sa profonde reconnaissance envers TV5MONDE, la chaîne mondiale dont les contenus et la vision irriguent la structure, ainsi qu'envers l'Ambassade de France, pionnière dans la création de cet espace au



Togo.

Mme BOSSOU-SOEDJEDE a également salué l'implication constante de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et de l'Ambassade des États-Unis ainsi que du gouvernement togolais à travers les ministères en charge de la Culture, de la Jeunesse et de la Communication ainsi que les collaborateurs d'hier et d'aujourd'hui, les encadreurs, volontaires, bénévoles, médias et établissements scolaires.

Un hommage particulier a par ailleurs été rendu à l'ancienne antenne de Sanguéra, qui a participé à porter cette ambition de



proximité et d'éducation auprès des jeunes de la périphérie.

15 grandes activités du 12 août au 12 décembre 2026

Le coup d'envoi donné ce 12 août ouvre une période festive de quatre mois. Jusqu'au 12 décembre 2026, la célébration s'articulera autour de quinze grandes activités conçues comme autant de moments de mémoire et de projection :

Les Rendez-vous des 12 : des activités phares organisées le 12 de chaque mois.

Infrastructures et Numérique : l'ouverture d'un nouvel Espace Numérique au sein de la Maison TV5MONDE pour faciliter l'accès internet et former les jeunes à l'éducation aux médias.

Proximité et Bien-être : la conférence « Jeunesse et Média à l'ère du numérique », des journées portes ouvertes, une matinée « COCO ZUMBA », ainsi que la publication d'un livre souvenir.

Actions Sociales : l'opération « La Rentrée avec TV5MONDE » comprenant des dons de livres et de fournitures scolaires au profit d'écoles et d'orphelinats.

L'innovation majeure : La naissance de la « Maison TV5 MONDE du Togo »

Au-delà des célébrations, cet anniversaire consacre le changement de statut de l'institution. En déployant progressivement les Clubs TV5MONDE dans les écoles, espaces éducatifs et centres culturels (notamment via le réseau des CLAC) sur tout le territoire national, l'organisation étend son empreinte bien au-delà de la capitale.

« De la Maison TV5MONDE de Lomé à la Maison TV5MONDE du Togo, notre mission demeure la même : éveiller les intelligences, nourrir les talents, accompagner les parcours et ouvrir des horizons », a conclu la Directrice, appelant l'ensemble de la communauté à bâtir une nouvelle page utile, féconde et porteuse d'avenir.

La Rédaction

ALERTE SUR LES DANGERS DES BOISSONS ENERGISANTES,
DES DROGUES ET DES MEDICAMENTS DETOURNES

Le ministère de la Santé, de l'Hygiène publique, de la Couverture sanitaire universelle et des Assurances tire la sonnette d'alarme face à la montée de comportements à risque liés à la consommation de substances nocives. Dans un communiqué publié le 5 août 2026, le ministre Jean-Marie Koffi Ewonoulé Tessi met en garde contre les effets dévastateurs de l'abus de boissons énergisantes, des liqueurs artisanales non contrôlées, des substances psychoactives ainsi que de l'usage détourné de certains médicaments.

Selon le département ministériel, ces produits, souvent consommés dans la recherche d'effets

euphorisants et sans aucune prescription médicale, constituent une menace grandissante pour la santé publique. Le ministère souligne que ces pratiques, parfois banalisées, provoquent une détérioration progressive de l'organisme.

Des conséquences graves sur la santé

Les autorités sanitaires rappellent que la consommation excessive de ces substances fragilise plusieurs organes vitaux, notamment le cœur, le foie, les reins et le cerveau. Elle favorise également l'apparition de maladies chroniques, réduit l'espérance de vie et expose particulièrement les

jeunes à des risques sanitaires majeurs.

Au-delà des conséquences individuelles, le gouvernement insiste sur le coût économique et social de ces comportements. Les maladies liées aux addictions pèsent lourdement sur les familles, le système de santé et, plus largement, sur le développement du pays.

Face à cette situation, le ministère appelle chaque citoyen à faire preuve de responsabilité afin de préserver sa santé et celle de son entourage.

La jeunesse invitée à adopter de meilleures habitudes

Dans son message, le ministère

a invité les jeunes à privilégier un mode de vie sain. Il recommande notamment la pratique régulière d'une activité physique, une alimentation équilibrée riche en fruits et légumes locaux, une hydratation basée principalement sur l'eau, ainsi qu'une réduction de la consommation de sucre, de sel et d'huile.

Le gouvernement exhorte également la population à éviter toute consommation de substances nocives ou de médicaments en dehors d'une prescription médicale et à rechercher le bien-être à travers des habitudes de vie équilibrées. « Préserver sa santé est aussi un acte de patriotisme », souligne le communiqué,

estimant qu'une population en bonne santé contribue directement au développement du pays et au renforcement du système sanitaire.

Le ministère a enfin appelé à faire de la prévention le premier rempart contre la maladie. Il invite l'ensemble de la population à adopter des comportements responsables afin de protéger durablement la santé publique et de préserver l'avenir, en particulier celui de la jeunesse togolaise.

YAWO Komla



Chers usagers de la route,

Présenter les gros billets au poste de péage, crée l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de péage.

Ceci est un message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)

Filière café-cacao :

UN NOUVEL ELAN POUR L'ECONOMIE RURALE AU TOGO

Au Togo, la relance des filières café et cacao ne se limite plus à une simple reprise de la production. Elle s'inscrit désormais dans une stratégie globale qui associe le verdissement des plantations, la modernisation des vergers et l'amélioration de la qualité des fèves destinées aux marchés internationaux. Ces deux cultures, qui font vivre près de 400 000 producteurs, représentent un pilier essentiel de l'économie rurale et contribuent à la diversification des revenus agricoles. Portée par le Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC), cette dynamique vise à repositionner durablement le café et le cacao togolais dans la compétition mondiale, en misant sur la durabilité, la montée en gamme et la reconnaissance internationale. Ensemble, ces filières contribuent à hauteur de 1,4 % du produit intérieur brut (PIB) et représentent 5,5 % de la valeur ajoutée agricole. Dans cette perspective, la distribution de plants apparaît comme le premier geste concret d'une stratégie de transformation d'ensemble inscrite dans le cadre du Plan de développement café et cacao (PDCC).

Campagne de plants au cœur de la relance des vergers

C'est ainsi que le Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC) a procédé, dans le cadre de la campagne 2026 de distribution de matériel végétal destiné à soutenir la relance de la production caféière et cacaoyère au Togo, à la mise à disposition de 398

240 plants destinés aux producteurs affiliés à la Fédération des unions de producteurs de café et de cacao du Togo (Fuprocat), au Syndicat indépendant des acheteurs de café et de cacao du Togo (Siaccto), ainsi qu'aux producteurs indépendants, notamment ceux touchés par les feux de végétation. Dans le détail, cette dotation comprend 177 200 plants de cacao, 106 540 plants de café et 114 500 plants agroforestiers. Depuis le lancement du programme d'appui en matériel végétal en 2021, le CCFCC a en effet distribué un total de 939 740 plants, permettant le renouvellement d'environ 705 hectares de plantations à travers le pays. Cet effort accompagne le renouvellement progressif des vergers vieillissants, avec en ligne de mire un objectif d'un milliard de plants d'ici 2030 pour moderniser durablement les filières café et cacao. L'action reflète la vision des pouvoirs publics, qui font de la modernisation des filières agricoles et de la montée en qualité des productions nationales un axe stratégique de développement et de transformation de l'économie rurale.

Du champ à la qualité

Mais, au-delà du verdissement des plantations, la relance du café et du cacao togolais se distingue également par une volonté claire de montée en gamme, notamment à travers l'amélioration des conditions de traitement post-récolte. Dans cette optique, un centre de traitement du cacao d'excellence a été construit

à Abbréwankor, dans la préfecture de Wawa, pour un investissement entièrement porté par le CCFCC. Cette infrastructure comprend un magasin de stockage de 25 tonnes, un hall de fermentation de 78 m², cinq tunnels de séchage de dix mètres chacun, ainsi que plusieurs installations annexes telles qu'un bloc sanitaire, deux dortoirs, un vestiaire, un système d'adduction d'eau potable et une électrification solaire. À ces équipements s'ajoutent deux motos et deux tricycles destinés à faciliter la collecte des fèves dans les treize villages concernés, avec un objectif précis : produire dès la première année environ 100 tonnes de cacao d'excellence destinées aux marchés de niche à forte valeur ajoutée, avant une montée progressive des volumes. Cette dynamique est renforcée par la mise en service, début juin 2026, d'un deuxième centre de traitement post-récolte dédié au cacao premium à Mpoti, dans la commune de Blitta 3.

Une reconnaissance internationale qui consacre les efforts

Lors du concours Cocoa of Excellence 2025, le Togo a décroché deux médailles d'or dans la catégorie Afrique et Océan Indien, une reconnaissance qui vient confirmer les progrès réalisés en matière de fermentation, de séchage et de sélection des fèves. Le programme Cocoa of Excellence, initiative de l'Alliance of Bioversity International et du CIAT, repose sur une évaluation rigoureuse des cacaos du monde



entier et vise à identifier les meilleures origines, ce qui confère à cette distinction une portée particulièrement significative pour la filière togolaise. Une chose est sûre : dans cette évolution, le rôle du CCFCC apparaît central. Créé en 1996, cet organisme parapublic est chargé de structurer, promouvoir et superviser les filières café et cacao au Togo, en accompagnant les producteurs, en organisant la commercialisation et en mettant en œuvre les plans de développement nationaux orientés vers l'horizon 2030.

Cette dynamique s'observe

également dans les performances à l'exportation. La campagne 2024-2025 a enregistré un volume total de 28 500 tonnes exportées, dont 4 400 tonnes de café et 24 100 tonnes de cacao, contre 2 618 tonnes de café et 11 182 tonnes de cacao lors de la campagne précédente. Cette progression d'environ 50 % illustre la reprise effective des flux et conforte l'idée d'une filière en reconstruction progressive, portée à la fois par le renouvellement des plantations et par l'amélioration de la qualité.

Patrick NIMA

Reconquête verte au Togo

16,8 MILLIONS DE PLANTS SUR UNE SUPERFICIE DE 11 250 HECTARES



Restaurer les terres dégradées, renforcer la couverture forestière nationale, protéger les ressources naturelles et mieux faire face aux effets du changement climatique. Tels sont les principaux objectifs poursuivis par le gouvernement à travers la campagne nationale de reboisement 2026, qui prévoit la mise en terre de 16,8 millions de plants sur une superficie de 11 250 hectares à travers le pays.

C'est une nouvelle étape dans la stratégie environnementale du Togo, qui fait de la préservation des écosystèmes un pilier de son développement durable. Le coup d'envoi de cette campagne a été donné le 1er juin 2026, à l'occasion de la Journée nationale de l'arbre.

Comme chaque année, cette date marque le début d'une mobilisation collective appelée à se poursuivre sur plusieurs mois, avec la participation des administrations

publiques, des collectivités territoriales, des établissements scolaires, des entreprises, des organisations communautaires et des citoyens.

Une progression qui s'installe dans le temps

Pour comprendre le cap fixé pour 2026, il faut remonter quelques années en arrière. En 2024, 9,14 millions d'arbres ont été plantés sur l'ensemble du territoire. En 2025, le compteur a grimpé au-delà de 13,3 millions de plants. D'une année à l'autre, la cadence s'est accélérée, comme si l'effort gagnait en assurance, en organisation et en ampleur. Depuis 2021, près de 39 millions de plants ont été mis en terre, couvrant plus de 49 000 hectares. Une masse végétale qui ne se lit pas seulement en hectares ou en tiges plantées, mais aussi en constance, en répétition et en

volonté de tenir dans le temps.

Dans ce mouvement, 2026 apparaît comme une nouvelle marche, plus haute, mais dans la continuité des précédentes. L'horizon reste le même : un milliard d'arbres à l'horizon 2030 et une couverture forestière nationale portée à environ 26 % du territoire.

Des territoires sous contraintes écologiques

Sur le terrain, les signaux sont multiples. Le littoral recule par endroits sous la pression de l'érosion. Les terres agricoles perdent progressivement de leur fertilité. Plus au nord, la sécheresse installe une forme de fatigue des sols, visible à l'œil nu dans certaines zones.

Face à ces réalités, le reboisement agit comme une réponse lente mais structurante. Les arbres ne règlent pas tout, mais ils rééquilibrent les écosystèmes. Ils fixent les sols, ralentissent le ruissellement des eaux, protègent les cultures, filtrent les vents et participent à la reconstitution d'environnements fragilisés. Leur rôle dépasse largement la seule dimension environnementale car, en réalité, il touche aussi à la stabilité des activités humaines.

Pour accompagner cette dynamique, plus de 116 000 hectares ont été identifiés comme susceptibles d'accueillir de nouvelles plantations sur le territoire national.

Des choix techniques adaptés aux réalités locales

Les approches ont évolué vers une meilleure adaptation aux conditions écologiques des différentes régions. Les espèces sélectionnées varient désormais selon les zones concernées afin de renforcer les chances de survie des

plants et leur impact environnemental.

Sur le littoral, les plantations visent principalement à lutter contre l'érosion côtière. Dans les zones forestières, elles soutiennent la régénération des écosystèmes dégradés. Dans les régions septentrionales, elles privilégient des espèces plus résistantes à la sécheresse et adaptées aux sols fragiles. Cette approche différenciée permet de donner une efficacité plus concrète aux campagnes successives, en tenant compte des spécificités du territoire.

Une tradition devenue projet de société

Lorsque le Togo a institué la Journée nationale de l'arbre en 1977, l'enjeu était avant tout de sensibiliser les populations à la protection de l'environnement. Près d'un demi-siècle plus tard, l'initiative a changé d'échelle sans perdre son esprit d'origine.

Chaque campagne rappelle qu'un arbre planté aujourd'hui produit ses effets pendant plusieurs décennies. Il protège les sols, améliore la qualité de l'air, favorise la biodiversité, nourrit parfois les populations, rafraîchit l'environnement et participe à façonner durablement le cadre de vie des citoyens.

À travers cette campagne 2026, le Togo poursuit ainsi une ambition qui dépasse la seule plantation d'arbres. Il s'agit d'un investissement dans l'avenir, destiné à préserver les ressources naturelles, à renforcer la résilience des territoires face aux changements climatiques et à transmettre aux générations futures un environnement plus équilibré et plus durable.

